

La régionalisation ne laisse donc pas le CDH indifférent...

La carte blanche de trois députés socialistes parue dans "La Libre" ce mercredi et prônant la fin de la Communauté française n'aura laissé personne indifférent. Vent debout, le CDH faisait connaître son inquiétude à travers différents communiqués dont un, très virulent, de Joëlle Milquet. La ministre de l'Éducation évoque ni plus ni moins le *"suicide de l'unité francophone et un cadeau dangereux à la N-VA"*. *"L'enseignement a besoin de tout sauf d'un xième débat stérile institutionnel."* *"Ce n'est pas son niveau de pouvoir qui est l'enjeu essentiel de l'enseignement mais sa qualité, son équité, son efficacité, sa modernité. Ce n'est pas en créant de manière absurde un enseignement différent entre Uccle et Waterloo que nos élèves s'en sortiront mieux ! Ce n'est pas en organisant demain des équivalences de diplômes entre petits francophones qui déménagent que l'on va gagner le combat éducatif dont nous avons besoin."* *"Veut-on importer dans le monde francophone le séparatisme que nous avons ensemble combattu face à certaines revendications flamandes ?"*, s'est interrogée la ministre.

... alors que Jean-Claude Marcourt entend clarifier sa position

Au PS, Rudy Demotte, ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, s'est prononcé mercredi encore contre toute régionalisation de l'Enseignement ou de la Culture, expliquant qu'il n'était pas judicieux pour les francophones d'apparaître ainsi divisés face aux Flamands. Rudy Demotte se dit toutefois prêt à discuter d'une adaptation de l'action de la Fédération pour mieux rencontrer les besoins propres des Régions bruxelloise ou wallonne, *"mais le pouvoir normatif doit rester au sein de la Fédération"*. De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude Marcourt a tenu également à mettre les choses au clair. S'il reste prudent concernant le timing d'une régionalisation de ses matières, il confirme les propos tenus en 2012 dans nos colonnes. *"La Fédération Wallonie-Bruxelles doit être déconstruite puis reconstruite"*, expliquait-il à l'époque. *"La déconstruction doit se faire en tenant compte de l'évolution institutionnelle de notre Etat fédéral qui s'appuie prioritairement sur les Régions et sur la nécessité de développer leurs capacités à répondre aux aspirations de leurs populations"*, ajoute-t-il aujourd'hui. *"Cette déconstruction – reconstruction peut tout à fait se faire sans ouvrir la voie à une nouvelle réforme de l'Etat au niveau fédéral."* Une petite musique bien connue confirme que les débats ne sont donc pas clôturés.